



ARRÊTE MUNICIPAL 2024-054
Restriction sur section courante - Empiètement sur chaussée - Circulation alternée manuellement

Le Maire de VELLERON (Vaucluse),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-6,

Vu l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-12,

Vu le Code Pénal, notamment son article R.610-5,

Vu le décret n°60-226 du 19 février 1960, relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement dans les agglomérations et les textes pris pour son application,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

Vu la demande en date du 02/05/2024 de l'entreprise ORANGE représenté par M QUILIN François – domiciliée 9 Boulevard François Grosso, 06000 NICE.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux d'intervention dans regard Télécom sur la chaussée, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes : Restriction sur section courante, circulation alternée manuellement et empiètement sur chaussée, **à partir du 27 mai 2024 et pendant 15 jours**, dans les lieux suivants ;

➤ **154 boulevard du Barry**

Les travaux seront réalisés par la société ORANGE – domiciliée 9 Boulevard François Grosso, 06000 NICE représentée par M QUILIN François, pour le compte de Monsieur BRENNER Loïc

ARRÊTE :

Article 1 : A partir du 27 mai 2024, il y aura restriction sur section courante, la circulation sera alternée manuellement et la chaussée sera empiétée au niveau du 154 boulevard du Barry.

Article 2 : A l'approche du chantier, ainsi que sur le chantier lui-même, la signalisation réglementaire ainsi que les barrières seront mises en place par NGE INFRANET .et ses partenaires SDJR&GST

Article 3 : L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords. Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Article 4 : Ce présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il sera également affiché à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Conformément à l'article 417-10 du code de la route et à la délibération N°4 du 07/07/2016 du Conseil Municipal tout stationnement qualifié de gênant sera soumis à enlèvement par la fourrière.

Article 6 : La Police Municipale de Velleron et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code des collectivités territoriales.

Article 7 : Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

L'ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- Entreprise ORANGE
- Monsieur BRENNER Loïc

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 06/05/2024.

Le Maire,

Philippe ARMENGOL.

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

